

# BRUXELLES

DEMAIN



**BRUSSEL**  
WEER VAN **ONS**

**NOUS SOMMES**  
**BRUXELLES**

LIJST  
LISTE  
**10**

 **VLAAMS BELANG**



**BRUSSEL**  
WEER VAN **ONS**

**NOUS SOMMES**  
**BRUXELLES**

LIJST  
LISTE  
**10**

 **VLAAMS BELANG**



**ÉLECTIONS COMMUNALES DU 13 OCTOBRE**

**JE VOTE VLAAMS BELANG!**



**ACTUALITÉ**  
*Une liste VB dans trois communes bruxelloises*

Page 10



**DOSSIER**  
*Quelles valeurs défendre pour nos communes ?*

Page 12

## DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:  
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:  
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du  
Vlaams Belang **BE39 4352 0249  
1119** en mentionnant votre nom  
et prénom ainsi que votre adresse  
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang  
Magazine ainsi que les publications  
de l'antenne bruxelloise.

## NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4  
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4  
1210 BRUXELLES**



**02/219 34 67**



**brussel@vlaamsbelang.org**



**vlaamsbelangbrussel.be  
vlaamsbelangbruxelles.be**



**@vlaamsbelangbrussel**



## EDITORIAL

### MERCI POUR LE SUCCÈS DU 9 JUIN !

Merci, c'est le premier mot qui me vient à l'esprit en rédigeant cet éditorial. Merci à vous, fidèles lectrices et lecteurs de Bruxelles Demain pour votre engagement. C'est notamment grâce à vous que nous avons pu remporter un grand succès lors des élections du mois de juin à Bruxelles. Nous partions au combat avec un seul élu au Parlement bruxellois et nous en avons deux aujourd'hui, plus un élu Bruxellois au sein du Parlement flamand.

Alors que les médias francophones nous ont ignoré, alors que ces mêmes médias francophones ont voulu faire croire que le MR est un parti de droite susceptible de s'attaquer à l'insécurité de notre ville, alors que l'évolution démographique ne nous est pas favorable, alors que les médias néerlandophones ont déployé une campagne anti-Vlaams Belang systématiquement insidieuse, nous obtenons ce formidable résultat. C'est grâce à l'engagement de nos militants, de nos cadres, de nos membres et de nos abonnés que nous y sommes arrivés. Alors, chers amis merci, mille fois merci.

Comme vous le savez, dans quelques jours, le 13 octobre, nous retournerons aux urnes pour élire nos conseils communaux. Cette élection a son importance, en effet l'action de l'administration communale couvre notre vie entière, de la naissance au décès en passant par le mariage par exemple. C'est le niveau de pouvoir le plus proche des citoyens, c'est donc dans notre vie quotidienne que nous sentons les effets des politiques menées au niveau communal: la sécurité, la fiscalité, la propreté, l'enseignement, la culture, le CPAS, etc, etc, etc...

Nous ne pourrions pas être présents dans toutes les communes de la Région bruxelloise pour des raisons techniques, cependant, là où nous serons présents, nous allons déployer toutes nos forces, nous allons mobiliser toutes les bonnes volontés, nous allons mettre les moyens nécessaires pour réitérer le splendide succès du 9 juin. Une fois de plus nous pouvons y arriver grâce à vous, grâce au bouche à oreille, grâce à votre engagement pour que nos communes redeviennent agréables à vivre.

Rien ne sert de se morfondre sur la désagrégation de notre environnement, il faut agir et changer les choses. C'est avec cette énergie positive que nous pourrions déplacer des montagnes. Nous serons tous au rendez-vous ce 13 octobre 2024 !



### **Bob De Brabandere**

Chef de Groupe au Parlement bruxellois  
Président du Vlaams Belang Bruxelles

# UNE NOUVELLE ÉLUE À BRUXELLES : SONJA HOYLAERTS

Nous doublons notre présence au sein du Parlement bruxellois. Comme vous le savez, nos représentants sont Bob De Brabandere, qui sera également chef de groupe au sein de l'assemblée, et Sonja Hoylaerts. Sonja est une nouvelle venue qu'il convient de présenter. Sonja est née et a grandi à Bruxelles et a étudié le marketing à Louvain. Elle a fait carrière dans le monde de l'entreprise, en particulier dans le secteur de l'Horeca. Elle a créé de nombreux établissements dans et autour de Bruxelles. Son ambition est d'utiliser cette expérience dans son travail parlementaire.

## DEUX QUESTIONS À SONJA HOYLAERTS

*Bruxelles Demain (BD) : Pensez-vous que le regard des femmes sur la politique est différent de celui des hommes ?*

**Sonja Hoylaerts (SH) :** Fondamentalement, je ne le pense pas. Les dossiers sont ce qu'ils sont, les chiffres parlent aux femmes et aux hommes de la même façon et l'analyse que nous en faisons est pareille. Pour l'essentiel, les réponses qu'il faut apporter aux problèmes qui se posent seront très semblables également. Le bon sens n'a pas de sexe.

Là où il peut y avoir une nuance, c'est dans la manière d'approcher certains thèmes. Sans tomber dans la caricature qui veut que les femmes soient plus intéressées par les problèmes sociaux, familiaux, la santé, bref le social en général, il est indéniable que par son expérience de mère par exemple, comme c'est mon cas, je suis mieux à même de percevoir certaines spécificités dans ce genre de dossier qu'un collègue masculin. Je suis effectivement très sensible à la question de la place de la femme dans notre société et plus particulièrement dans le monde de l'entreprise.

Nous savons tous qu'aujourd'hui encore les femmes ont parfois des difficultés à s'imposer. Il faut que les

femmes se battent pour prendre la place qui leur est due, mais il ne faut pas tomber dans le piège des quotas. Non, c'est sur leurs qualités, sur leur intelligence et leur dynamisme que les femmes doivent être reconnues et non par une loi qui impose un quota, c'est même dénigrant. Il faut travailler sur les mentalités, cela évolue, mais bien trop lentement à mon goût.

*BD : Quelles seront vos priorités durant cette législature ?*

**SH :** Je souhaite évidemment utiliser au mieux mes connaissances et compétences accumulées durant ma vie professionnelle. Le poumon économique d'une ville comme Bruxelles, c'est bien évidemment ses entreprises et ses commerçants en particulier. Les organisations de commerçants sont unanimes pour dénoncer une gestion de la ville littéralement contre le commerce en général.

**« Je dis les choses comme elles sont : aujourd'hui, il faut être inconscient pour investir dans le centre-ville »**

Les faillites explosent pour des raisons qui sont bien connues mais que refuse de voir une série de bourgmestres et d'élus régionaux de gauche.

La catastrophe Good Move, une insécurité chronique avec des fusillades au quotidien, une saleté endémique qui ne recule pas, une fiscalité étouffante, un dédale administratif inouï, un déphasage total du monde politique de gauche et un clientélisme digne de certaines républiques bananières.

Or, pas de commerce, pas de voiture, cela veut dire moins d'impôts dans une Région qui accuse déjà un déficit colossal. Comment financer Bruxelles en faisant fuir les contribuables ? Voilà la question que nous poserons à cette gauche hors-sol.



# DÉFENDRE BRUXELLES ET LES BRUXELLOIS AU PARLEMENT FLAMAND

Pour le Vlaams Belang il existe un lien charnel entre la Flandre et Bruxelles, pour des raisons historiques, bien sûr, mais aussi parce que Bruxelles est une formidable vitrine pour l'expansion économique de la Flandre. Nous disons avec toute notre conviction que la Flandre a besoin de Bruxelles comme Bruxelles à besoin de la Flandre.

Nos amis Wallons ont fait le choix d'établir leur capitale régionale à Namur et non pas à Bruxelles. La Flandre, par contre, a fait ce choix. La Flandre a choisi Bruxelles comme sa capitale régionale de façon parfaitement raisonnée, mais aussi par amour pour notre ville.

Il est inutile d'essayer d'expliquer les institutions bruxelloises et les spécificités institutionnelles des deux communautés, qui se rencontrent également dans des institutions communes, sans parler, par exemple du vice-gouverneur, des zones de police et de la multiplicité de compétences partagées qui rendent Bruxelles illisible sur le plan institutionnel et organisationnel pour une personne normalement douée de raison.

Le fait est que les néerlandophones et les francophones qui font le choix de voter pour un parti néerlandophone peuvent élire des représentants spécifiques pour le Parlement régional flamand. Ceci n'existe pas pour les francophones qui ne peuvent pas élire de représentants bruxellois au sein du Parlement Wallon.

Remarquons que tous les membres du Parlement flamand participent aux votes qui concernent les compétences de la Communauté flamande, donc également les élus bruxellois, mais ceux-ci ne peuvent pas participer aux votes qui concernent les compétences de la Région flamande. Les compétences de la Communauté flamande sont l'enseignement (maternel, obligatoire et supérieur), la culture (médias, sports et loisirs) et les «matières personnalisables» (santé, aide sociale).

**« Bref chers amis, vous m'avez fait l'honneur de m'élire pour siéger en votre nom au sein du Parlement flamand, ce dont je vous remercie du fond du cœur. »**

Je m'y efforcerais à renforcer les liens entre la Flandre et Bruxelles, d'y promouvoir les aspects les plus positifs de notre ville mais aussi d'y débattre sur les défis que Bruxelles doit affronter à court, moyen et long terme. Chacun sait que Bruxelles n'est pas viable sans l'apport financier de la Flandre. La Région flamande est, évidemment, disposée à continuer à se montrer solidaire avec la Région bruxelloise. Mais nous devons aborder la question de la bonne gestion de ces transferts financiers colossaux de la Flandre vers Bruxelles (et vers la Wallonie également, bien sûr).

Bruxelles ne pourra sortir du borbier financier où elle se trouve qu'à la condition de faire les réformes structurelles nécessaires et de couper dans les dépenses clientélistes qui existent toujours aujourd'hui. Faire pression depuis la Flandre pour forcer le monde politique bruxellois dominant à changer de politique, voilà la piste que nous devons emprunter, dans l'intérêt des Bruxelles, de la Flandres et des Flamands. Tout le monde s'en portera mieux.

**Dominiek Lootens-Stael**  
Député au Parlement flamand



# LE SÉNAT DOIT ÊTRE ABOLI LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE

Après les élections du 9 juin, les sénateurs communautaires et les sénateurs cooptés ont prêté le serment constitutionnel. Nous espérons pour le contribuable que ce sera la dernière fois. C'était aussi le souhait exprimé par le formateur Bart De Wever (N-VA), mais il semble déjà qu'il s'inclinera devant le MR et que le Sénat, véritable gouffre financier, ne sera pas supprimé.

Pour le Vlaams Belang, l'objectif majeur est et reste la suppression du Sénat, qui s'est transformé depuis longtemps en un salon de discussions vasouillardes très coûteux et totalement inutile. Sa fonction de contrôle a totalement disparu et on y livre que très peu de travail législatif. Cependant, les contribuables payent jusqu'à deux cents millions d'euros chaque législature pour tenir en vie ce fossile institutionnel. Inutile de dire que ce montant insensé pourrait servir à, par exemple, construire dix centres de soins et dix écoles.

Au début des travaux parlementaires de cette nouvelle législature, le Vlaams Belang présentera des propositions visant à supprimer le Sénat et à mettre enfin un terme à ce gaspillage financier. Il appartiendra alors à tous les partis qui ont affirmé pendant la campagne électorale qu'ils voulaient abroger le Sénat de joindre le geste à la parole. Nous sommes également très curieux de voir l'attitude de la girouette Bart De Wever le moment venu.

■



# UN NOUVEAU RECORD DE RÉGULARISATIONS D'ILLÉGAUX

**T**out comme en 2023, 2024 sera également une année record en termes de régularisations d'immigrés illégaux. Au cours du premier semestre de cette année, 2.037 personnes ont déjà été régularisées. Cela signifie que cette année, 11 migrants illégaux ont reçu chaque jour un titre de séjour, alors qu'ils devraient en réalité retourner dans leur pays d'origine. Les vannes de l'immigration restent grandes ouvertes et le futur gouvernement ne semble pas en prendre la mesure et ne prévoit donc aucune politique adéquate.

Ces 2.037 illégaux ont déjà été régularisés officiellement pour des raisons humanitaires. On s'attend à ce que ce chiffre atteigne les 4.000 pour cette année entière, battant ainsi le record de 2023 qui avait vu 3.697 régularisations octroyées pour raisons humanitaires. Ces chiffres contrastent avec les années 2021 et 2022, où environ 2.000 permis de séjour humanitaires étaient délivrés chaque année.

Avec des futurs partenaires de la probable coalition fédérale, tels que Les Engagés, qui prônent une régularisation collective à grande échelle dans leur programme de parti, et Vooruit, qui veut mettre les immigrés illégaux au travail en attendant un rapatriement très hypothétique, il est extrêmement improbable qu'une politique migratoire stricte soit mise en place avec le gouvernement de Bart De Wever. Nous appelons donc le formateur De Wever à ne pas autoriser de régularisation collective. L'espoir des immigrés illégaux d'obtenir malgré tout un permis de séjour grâce à la régularisation contribue à l'échec de la politique de retour.

Le Vlaams Belang s'oppose donc à toute forme de régularisation de ceux qui séjournent illégalement dans notre pays. Ils doivent absolument retourner dans leur pays d'origine. La régularisation humanitaire doit être l'exception et ne doit pas constituer une voie migratoire supplémentaire. Régulariser à tour de bras crée un effet d'attraction qu'il faut éviter à tout prix.



# ACTUALITÉ

## « LA FRANCE A TUÉ MON MARI »

Le drame s'est déroulé à la fin du mois d'août en France, à Mougins, dans les Alpes-Maritimes, mais cela aurait pu se passer chez nous ou dans n'importe quel pays d'Europe aujourd'hui. Il s'agit d'un refus d'obtempérer lors d'un simple contrôle routier. L'adjudant Éric Comyn, gendarme, 54 ans et père de deux enfants (12 et 16 ans), a perdu la vie après avoir été percuté par un chauffard lors d'un refus d'obtempérer.

Le conducteur, qui pilotait une BMW noire, a ignoré un contrôle de gendarmerie à la sortie de l'autoroute A8 à Mougins. Poursuivant sa route, il a violemment percuté Éric Comyn, ce serviteur de l'État engagé depuis plus de 30 ans au sein de la gendarmerie. L'auteur, originaire du Cap-Vert, alcoolisé au moment des faits, possédait un permis de conduire mais était bien connu des forces de l'ordre pour de multiples délits routiers, notamment des refus d'obtempérer. Après avoir initialement pris la fuite, l'homme s'est présenté dans un commissariat où il a été arrêté.

Cette tragédie, une de plus, est à ajouter à une très longue liste dont on ne tient plus le cadastre depuis longtemps. Chaque fois ou presque on apprend que le responsable est connu des services de police pour des faits similaires, qu'il a déjà été condamné à de multiples reprises, mais que le laxisme généralisé a fait en sorte qu'il était toujours en mesure de circuler et qu'il a fini par tuer une personne innocente. Alors la colère monte, elle renverse tout, toutes les barrières, tous les tabous, toutes les convenances. Et c'est lors de l'hommage rendu à son mari que l'épouse de ce gendarme martyr a exprimé une juste colère qui reflète surtout l'immensité de sa souffrance et celle de ses enfants qui ont perdu, à 12 et 16 ans, un père exemplaire.

Avec une dignité admirable, cette épouse, cette maman meurtrie, au-delà de la colère, a trouvé la force pour dire ce que des millions de français, de belges, d'allemands, d'européens pensent :

*[...] « Je l'affirme haut et fort: la France a tué mon mari, le père de mes enfants ... La France a tué mon mari par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance. [...] 1981 n'aurait jamais dû exister» (en référence à l'abolition de la peine de mort) ».*

*« Quelle est la suite pour ce meurtrier? Déferrement immédiat en attente de jugement, trois repas chauds par jour, aides sociales dans les geôles. Puis il y aura une réduction de la peine, la remise en liberté, puis il recommence » [...]*

Nous comprenons l'immense désespoir de Madame Comyn, nous le partageons. Mais l'auteur, ce misérable individu, n'est pas le seul coupable dans cette affaire, comme dans toutes les affaires similaires, comme dans toutes les affaires où l'auteur n'était pas digne de séjourner en France ou dans n'importe quel pays du vieux continent et dans toutes les affaires où le laxisme libère les délinquants et les criminels.

Les coupables principaux, ceux sans qui ces tragédies ne surviendraient pas, ce sont l'homme et la femme de gauche. Ce sont eux qui érodent chaque jour un peu plus le plus élémentaire bon sens. Ce sont eux, dans la magistrature, dans la hiérarchie supérieure de la police elle-même parce qu'inféodée aux partis politiques, dans les parlements, les associations et les ligues qui portent la responsabilité de ces tragédies à répétition. C'est le « camp du bien », moralisateur et dominateur, qui est coupable. Ce « camp du bien » qui prend systématiquement la défense des intérêts des criminels sans écouter une seconde la souffrance des victimes. Au nom du «un criminel est aussi un être humain» on en arrive à culpabiliser moralement les honnêtes gens.

La réponse de l'épouse du gendarme sacrifié est cinglante, sans appel, claire comme de l'eau de roche : « La France a tué mon mari par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance ». Bravo Madame, quel courage!



# NON AU CADASTRE EUROPÉEN DES PATRIMOINES

**Le Vlaams Belang met en garde contre la mise en place d'un cadastre européen des patrimoines que l'Union européenne développe lentement mais sûrement. Ce projet n'est plus un rêve de radicaux d'extrême gauche, et le fait que la Commission européenne dépense 400.000 euros pour une étude à ce sujet en est la preuve. Cela montre qu'il ne s'agit pas d'une vague chimère.**

L'étude en question répertorie tous les actifs qui pourraient être inclus dans un tel cadastre: de l'immobilier, des actions et de l'épargne, en passant par l'assurance vie, les métaux précieux et même l'art, les crypto-monnaies et les espèces dans les coffres-forts. L'étude a ensuite examiné la faisabilité juridique, opérationnelle et informatique de différents scénarios de mise en œuvre. L'UE peut choisir de développer et d'interconnecter ces registres fonciers au niveau national ou de mettre en place un véritable registre centralisé des actifs au sein de l'UE.

Le Vlaams Belang s'est toujours opposé à un registre du capital au niveau national parce que cela ne servirait qu'à taxer ce qui a déjà été taxé. En principe cette idée est illégale puisque l'UE n'a pas de compétence en matière fiscale selon les traités.

Mais cela n'arrête pas la Commission européenne. Ces dernières années, les Etats membres ont déjà été obligés de créer toutes sortes de « registres de transparence » qui constituent clairement une étape intermédiaire vers un registre européen des actifs. On prétend que le cadastre des biens devrait lutter contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent, mais en réalité il touche principalement la classe moyenne. Les vrais criminels passent toujours entre les mailles du filet, comme chacun sait.

**« Ce cadastre est une attaque frontale contre la protection de la vie privée et la protection des données des citoyens. »**

C'est typique de la façon dont l'UE agit. Elle utilise

la lutte contre la criminalité comme prétexte pour restreindre les droits des citoyens, c'est une variante de l'autoritarisme, mais ça reste de l'autoritarisme.

Le déficit démocratique qu'accusent les institutions européennes irrite de plus en plus les électeurs dans de nombreux pays de l'Union. Des décisions unilatérales qui influent directement la vie quotidienne des européens, traduites telles quelle en droit national, symbolisent de plus en plus aux yeux de nos compatriotes un autoritarisme qu'ils avaient cru disparu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

C'est évidemment la question de la légitimité démocratique de la Commission européenne, c'est-à-dire le gouvernement de l'Union, dont il est question. D'abord et avant tout parce que cette Commission n'est pas élue au suffrage universel. Le sentiment d'être cornaqués par un pouvoir supranational non élu où on se coopte entre gens du même monde devient de plus en plus insupportable.

Depuis les hauteurs du Mont Olympe, les observateurs accrédités, les experts de plateaux de télévision, les créatures européennes bien nourries, ne se rendent pas compte combien leurs commentaires, leurs « analyses », leurs leçons de morale, donnent la nausée à celles et ceux qui vivent la vraie vie, confrontés au quotidien à la réalité de la rue, à la réalité socio-économique, au Grand remplacement.

Notre vieille Europe ne trouvera pas son salut dans cette institution telle qu'elle est aujourd'hui. L'Union européenne doit être réformée en profondeur, elle doit accéder à un vrai pluralisme politique et elle doit affronter la réalité sans se voiler la face, sans se draper dans un narratif moralisateur. Cette Europe réformée devra trouver des solutions durables à la submersion migratoire et elle devra développer un nouveau projet industriel. Il n'est donc pas temps de prendre nos concitoyens à rebrousse-poil, et certainement pas nos investisseurs et nos employeurs. Est-ce si difficile à comprendre ?

# NON À L'EXTENSION FRÉNÉTIQUE DE L'UE

Le Vlaams Belang s'oppose au projet irréfléchi de l'ex-président du Conseil européen, Charles Michel, d'admettre de nouveaux Etats à devenir membres de l'UE avant 2030.

Charles Michel, dont nous connaissons les limites, pense à des pays comme l'Ukraine, la Moldavie et les pays des Balkans. L'expansion de l'UE est non seulement irréaliste, mais elle serait tout simplement désastreuse pour notre prospérité. Ce serait un chaos complet.

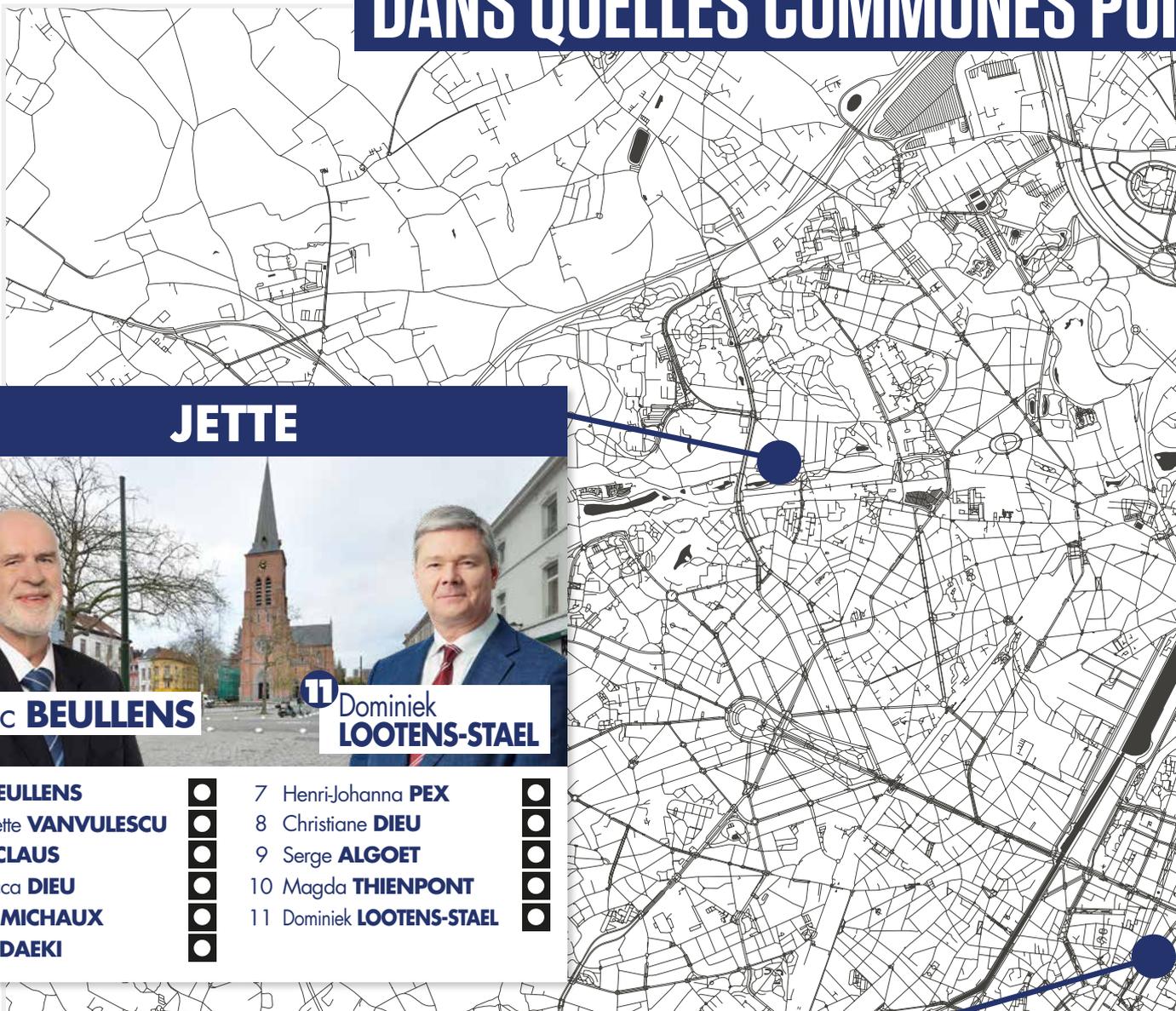
Selon Charles Michel et ses nombreux amis politiques au sein de l'UE, nous devrions être à élargir d'ici 2030. Ils pensent aux pays qui ont déjà aujourd'hui le statut d'Etat candidat, comme la Serbie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie, l'Ukraine, la Moldavie et la Turquie. Soyons clairs : aucun de ces pays n'est en mesure d'apporter une contribution à l'UE. Ne parlons même pas de la Turquie, qui n'a jamais figuré sur cette liste et qui devrait être immédiatement retirée pour toutes les bonnes raisons que nous connaissons tous. Nous hypothéquons notre propre prospérité en permettant à ces pays d'adhérer parce qu'il faudra les soutenir financièrement pendant des décennies.

## COOPÉRATION SANS ADHÉSION

Selon le Vlaams Belang, avancer avec brusquerie une date pour l'adhésion de nouveaux membres est dangereux. D'une part, nous donnons à ces pays le signal qu'ils pourront de toute façon adhérer à un moment donné, alors que nous ne pouvons pas du tout promettre cela. D'autre part, nous hypothéquons notre propre prospérité en autorisant l'adhésion à des pays qui auront besoin d'un soutien financier pendant des décennies. Le coût sera énorme. L'UE ne peut pas faire face aux réformes institutionnelles qui seraient nécessaires à cet effet.

Nous proposons une coopération plus étroite avec ces pays, sans pour autant entretenir l'illusion d'une adhésion imminente, et en ce qui concerne la Turquie il faut dire clairement qu'il ne peut pas être question d'une adhésion, ni hier, ni aujourd'hui, ni demain

# DANS QUELLES COMMUNES PUI



## JETTE



**1** Luc **BEULLENS**

**11** Dominiek **LOOTENS-STAEI**

- |                              |   |                                  |   |
|------------------------------|---|----------------------------------|---|
| 1 Luc <b>BEULLENS</b>        | ● | 7 Henri-Johanna <b>PEX</b>       | ● |
| 2 Causette <b>VANVULESCU</b> | ● | 8 Christiane <b>DIEU</b>         | ● |
| 3 Jean <b>CLAUS</b>          | ● | 9 Serge <b>ALGOET</b>            | ● |
| 4 Rebecca <b>DIEU</b>        | ● | 10 Magda <b>THIENPONT</b>        | ● |
| 5 Marc <b>MICHAUX</b>        | ● | 11 Dominiek <b>LOOTENS-STAEI</b> | ● |
| 6 Katia <b>DAEKI</b>         | ● |                                  |   |



## BRUXELLES-VILLE

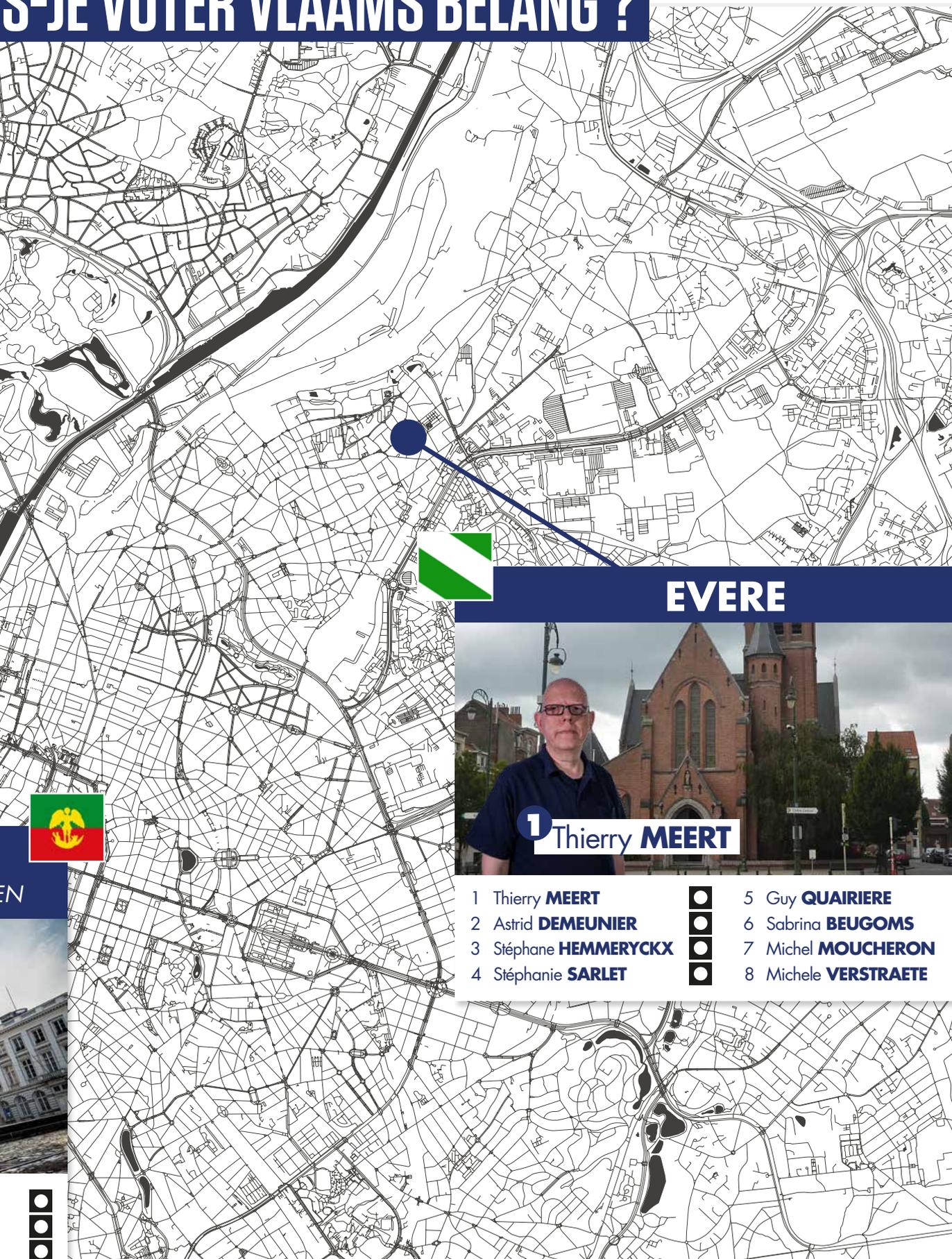
HAREN / NEDER-OVER-HEEMBEEK / LAEK



**1** Sonja **HOYLAERTS**

- |                           |   |                          |   |
|---------------------------|---|--------------------------|---|
| 1 Sonja <b>HOYLAERTS</b>  | ● | 6 David <b>JANSSENS</b>  | ● |
| 2 Karel <b>RAMAEKERS</b>  | ● | 7 Ingrid <b>CORNU</b>    | ● |
| 3 Nadia <b>PARATE</b>     | ● | 8 Emanuele <b>LICARI</b> | ● |
| 4 Marc <b>MALFAIT</b>     | ● | 9 Julie <b>VAN BAEI</b>  | ● |
| 5 Anna <b>STERKENBURG</b> | ● | 10 Marc <b>DEBRUYNE</b>  | ● |

# S-JE VOTER VLAAMS BELANG ?



## EVERE



**1** Thierry **MEERT**

- |   |                            |                       |   |                           |                       |
|---|----------------------------|-----------------------|---|---------------------------|-----------------------|
| 1 | Thierry <b>MEERT</b>       | <input type="radio"/> | 5 | Guy <b>QUAIRE</b>         | <input type="radio"/> |
| 2 | Astrid <b>DEMEUNIER</b>    | <input type="radio"/> | 6 | Sabrina <b>BEUGOMS</b>    | <input type="radio"/> |
| 3 | Stéphane <b>HEMMERYCKX</b> | <input type="radio"/> | 7 | Michel <b>MOUCHERON</b>   | <input type="radio"/> |
| 4 | Stéphanie <b>SARLET</b>    | <input type="radio"/> | 8 | Michele <b>VERSTRAETE</b> | <input type="radio"/> |



EN



# QUELLES VALEURS DÉFENDRE POUR NOS COMMUNES ?

**Nous avons vu, à tous les niveaux, du fédéral au local en passant par le régional, le pire de la part d'une pseudo-élite politique aussi incompétente que dominatrice. Ils n'ont ni la vision du réel ni la volonté de comprendre ce que veulent nos gens et donc d'améliorer leurs existences. Au contraire, nos frontières sont grandes ouvertes, nos approvisionnements énergétiques sont menacés et notre prospérité est mise à mal...**

De quel monde nos enfants et petits-enfants hériteront-ils ? Nos concitoyens lucides connaissent les dangers d'aujourd'hui et ceux de demain si rien ne change. Si nous laissons faire les politiciens du système, les choses vont se dégrader toujours davantage. Le Vlaams Belang est fermement décidé à agir en s'appuyant sur une vision forte, en préservant notre prospérité et en luttant contre l'immigration de masse. Notre parti propose les solutions indispensables pour préserver l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Les partis du système vont se battre avec acharnement pour conserver leurs postes. C'est dans l'union de tous les Bruxellois conscients que se trouve l'espoir. Le 13 octobre 2024 est donc un rendez-vous à ne pas rater dans les trois communes où le Vlaams Belang présente une liste (Bruxelles, Evere, Jette). Les générations futures comptent sur nous, ne les décevons pas !

## RÉTABLIR L'ORDRE ET LA LOI

Lorsque la police est systématiquement attaquée et que les habitants vivent dans la peur, on ne parle plus de faits isolés, mais de quartiers à problèmes. Ceux-ci doivent être identifiés en priorité. Le Vlaams Belang est le seul parti qui souhaite réellement lutter contre la criminalité. Nos gens doivent à nouveau se sentir en sécurité partout ! Que ce soit à la maison, dans la rue ou dans les transports en commun. La peur doit changer de camp. Il faut donc :

- » Cartographier les zones à problèmes ;
- » Fini les allocations pour les mineurs délinquants ;
- » Plus de moyens et d'effectifs pour la police ;
- » La tolérance zéro pour les casseurs et les squatteurs ;
- » La fermeture des centres fédasil dans nos communes.

## PROTÉGER NOTRE CULTURE

Bruxelles connaît un bouleversement sociologique croissant. Notre culture, nos coutumes et notre façon de vivre sont de plus en plus souvent remplacés, au point que dans certains quartiers on se sent plus en Afrique du Nord qu'à Bruxelles. D'autre part, la «gauche moralisatrice» ne cesse de nous culpabiliser de tous les maux car nos aïeux auraient été du « mauvais côté de l'histoire »... Il faut donc :

- » La neutralité des services publics : interdiction des signes religieux et philosophiques tels que le foulard islamique ;
- » Interdire le burkini dans les piscines communales ;
- » Une meilleure protection de nos monuments.



## RENDRE BRUXELLES PROPRE

Le gouvernement bruxellois semble disposer d'énormes budgets pour sa politique climatique et pour « sauver le monde », mais est incapable d'assurer la propreté dans nos rues. Tandis que le système de récolte est de moins en moins flexible, et que des règles de tri supplémentaires nous sont imposés, ceux qui ne respectent rien échappent à toute sanction. Il faut donc :

- » Revenir à la récolte du sac blanc 2x par semaine ;
- » Sanctionner activement les déversements illégaux à l'aide de caméras ;
- » Construire des conteneurs souterrains dans les zones densément peuplées ;
- » Une meilleure répartition des tâches entre Bruxelles Propreté et les services communaux.



## UNE POLITIQUE DE MOBILITÉ POUR TOUS

La façon dont le gouvernement bruxellois envisage la mobilité, sans implication de la population locale est une des raisons de l'échec du projet Good Move. Nous voulons une politique de la mobilité qui ne soit pas idéologique. Il faut tenir compte de tous les usagers de la route, transports en commun, automobilistes, piétons et cyclistes, et aussi de la vie économique qui ne peut se passer d'une clientèle qui se déplace en voiture. Il faut donc :

- » Réévaluer en profondeur et en toute transparence les plans de circulation Good Move, et envisager leur suppression si nécessaire ;
- » La gratuité de la carte riverain et une réduction importante des tarifs de stationnement ;
- » Une meilleure collaboration avec les riverains pour les grands travaux tels que la réfection des rues et des places ;
- » Des transports en commun de qualité et sécurisé, exempt de criminels, toxicomanes et autres mendiants ;
- »

## UNE ADMINISTRATION EFFICACE

Premier constat: les gouvernements bruxellois successifs ont ignoré les lois linguistiques reléguant les Bruxellois néerlandophones au rang de citoyens de seconde catégorie. Deuxième constat : l'inefficacité et le labyrinthe d'organisations inutiles sont caractéristiques de Bruxelles. Le Vlaams Belang veut transformer les administrations communales bruxelloises en des organisations efficaces, transparentes et performantes, au service de tous les Bruxellois. Il faut donc :

- » Une application stricte de la législation linguistique existante au sein des administrations communales ;
- » Un audit approfondi des services communaux et de leur financement ;
- » Une assistance administrative et informatique pour nos seniors ;
- » Une seule zone de police unifiée ;
- » La fusion des CPAS et leur transfert au niveau régional ;
- » La mise en place de contrôles rigoureux sur l'accès au marché du logement social. Non aux passe-droits ;
- » La suppression des jetons de présence dans les intercommunales.

## PROTÉGER NOS ESPACES VERTS

Les espaces verts sont un bien précieux, surtout dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les Bruxellois recherchent volontiers la tranquillité dans des espaces suffisants et verdoyants. Les parcs, les aires de jeux et les terrains de jeux contribuent indéniablement à la qualité de vie en ville. Sans devenir dogmatique, il est nécessaire de trouver un équilibre entre, d'une part, la préservation des espaces verts et, d'autre part, la fonctionnement normal de la ville. Le Vlaams Belang veut :

- » Que les espaces verts existants soient conservés et ne soient pas sacrifiés au profit de grands projets immobiliers ;
- » Que les parcs, aires de jeux et autres puissent bénéficier d'un bon entretien ;
- » Que les espaces verts soient et restent sûrs pour tous et que l'on mette fin aux nuisances ;
- » Une attention particulière à la lutte contre les déversements sauvages.

## UNE ATTENTION PARTICULIÈRE POUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

Comme de nombreux Bruxellois, nous aimons nos animaux. Cependant, ce n'est pas le cas de tout le monde. La maltraitance et la négligence des animaux sont malheureusement trop fréquentes. Le Vlaams Belang veut :

- » Qu'une responsable « Bien-être animal » soit désigné dans chaque commune ainsi un point de contact accessible, professionnellement organisé et clairement identifiable : un numéro de téléphone et une adresse électronique ;
- » Distribuer à chaque propriétaire d'animal de compagnie enregistré un autocollant signalant la présence d'un animal de compagnie dans le logement. Cela permet d'informer les services de secours des animaux présents dans le logement en cas d'incendie. L'application de cet autocollant gratuit doit être davantage encouragée ;
- » Encourager activement les personnes souhaitant acquérir un animal à s'adresser à un refuge. Les communes doivent sensibiliser leurs habitants, dans la mesure du possible, à l'adoption d'un animal de refuge. Une prime communale pourrait également inciter les gens dans la bonne direction. Cela permet de libérer des places dans les refuges et de donner une nouvelle maison chaleureuse à un animal oublié ;
- » Interdire l'abattage sans étourdissement et exercer une surveillance stricte, avec des sanctions sévères, des abattages à domicile.



## FAVORISER L'ENTREPRENEURIAT

Au fil des années, les autorités bruxelloises ont perdu de vue un élément indispensable du tissu urbain : les PME. Il y a trop d'interférences et de réglementation de la part des autorités régionales et communales. Il y a des travaux publics qui

s'éternisent. La clientèle locale en déclin en raison du départ de la classe moyenne, des projets mégalomanes sans valeur ajoutée pour les entrepreneurs locaux... Tout cela pousse de plus en plus d'entrepreneurs à quitter Bruxelles.

Le nombre élevé d'immeubles commerciaux vides, ainsi que le grand nombre d'entreprises qui doivent fermer leurs portes après une courte période, en sont la preuve. En revanche, l'offre est souvent trop peu diversifiée. Cela doit changer. Le Vlaams Belang veut :

- » Moins de bureaucratie, mais un climat favorable aux entreprises avec des directives claires ;
- » Des accords précis concernant les travaux publics et une compensation adéquate pour les commerçants concernés, tout en impliquant davantage les entrepreneurs locaux dans les événements ;
- » Pas de projets mégalomanes, mais une politique adaptée aux entrepreneurs ;
- » De nouvelles affectations pour les locaux vacants ;
- » Une attention à la diversité de l'offre : les administrations communales doivent veiller à ce que les espaces commerciaux disponibles ne soient pas uniquement occupés par un seul type de commerces, tels que les fast-foods, les cafés et les magasins de nuit.

## UNE POLITIQUE QUI TIEN COMTE DE NOS SENIORS

Quiconque a contribué toute sa vie à la société souhaite profiter d'un repos bien mérité après sa retraite. Malheureusement, ce n'est pas toujours possible, surtout à Bruxelles. Entre autres, une offre de soins insuffisante, des problèmes linguistiques aux guichets communaux, une numérisation excessive, l'isolement et la pauvreté cachée sont monnaie courante. En bref, de nombreux seniors se sentent oubliés par les autorités. Ils méritent mieux. Le Vlaams Belang veut :

- » Un guichet dédié aux seniors dans chaque commune, où ils peuvent poser des questions ou obtenir l'aide nécessaire pour les démarches administratives communales ;
- » Des bancs publics de qualité et confortables en quantité suffisante dans l'espace public ;
- » Une détection proactive de l'isolement et de la pauvreté cachée chez les seniors par les communes et les CPAS ;
- » Le développement de plus d'activités sociales et

culturelles pour les seniors ;

- » Impliquer activement les seniors comme bénévoles dans la commune lorsque cela est possible.

## SE LOGER DÉCEMMENT À BRUXELLES

Le logement reste un sujet sensible dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les logements sont chers, les logements sociaux sont souvent de qualité déplorable et il y en a trop peu. Il est de notoriété publique que la fraude sociale est courante. Contrairement à la Flandre, on ne veut pas s'en préoccuper à Bruxelles et on laisse faire. De plus, le délabrement et les nuisances récurrentes omniprésentes. Le Vlaams Belang veut :

- » Continuer à lutter contre les immeubles inoccupés: les propriétaires doivent être interpellés et au moins être obligés d'entretenir la façade et le trottoir de leur propriété ;
- » Un point de signalement anonyme pour les bâtiments causant des nuisances, l'exploitation immobilière abusive, les squats, et autres. Grâce aux signalements des citoyens, la commune pourra intervenir de manière ciblée là où c'est nécessaire ;
- » La fusion de toutes les sociétés immobilières publiques de la Région ;
- » Donner la priorité à la rénovation des logements sociaux existants ;
- » Lutter fermement contre la fraude sociale. Cela signifie que ceux qui louent un logement social ne peuvent pas posséder de bien immobilier ou de terrain à bâtir, même à l'étranger. Au moindre soupçon, une enquête doit être menée à l'étranger.

## N'OUBLIONS PAS LES QUARTIERS EXCENTRÉS

Attention pour les communes excentrées. Bruxelles ne se limite pas uniquement à la Ville de Bruxelles. On pourrait l'oublier en voyant la politique actuelle, mais Laeken, Neder-Over-Heembeek et Haren font également partie de la ville de Bruxelles. La qualité de vie a fortement décliné ces dernières années en raison de la négligence de l'administration communale. Le Vlaams Belang veut :

- » Une attention équitable pour les centres culturels et les institutions urbaines situés en dehors du Pentagone ;
- » Une politique de mobilité (stationnement, transports en commun et application des règles de circulation) qui n'oublie pas Laeken, Neder-Over-Heembeek et Haren ;
- » Une approche spécifique des problèmes de nuisances dans les quartiers, tels que les rodéos urbains ou la prostitution de rue ;
- » Une meilleure écoute et un meilleur suivi des demandes des comités de quartier.



LISTE  
**10**

**NOUS SOMMES  
BRUXELLES**

SÉCURITÉ • PROPRIÉTÉ • MOBILITÉ • QUALITÉ DE VIE • IDENTITÉ  
**CHOISISSEZ VLAAMS BELANG LE 13 OCTOBRE 2024**

 **VLAAMS BELANG**

## TROIS QUESTIONS À BOB DE BRABANDERE

**Bob de Brabandere est Président du Vlaams Belang bruxellois et il est fraîchement élu au sein du Parlement bruxellois où il sera chef du groupe parlementaire du Vlaams Belang. Il y fera retentir la voix du bon sens en équipe avec Sonja Hoylaerts. C'est donc le moment ou jamais de lui poser trois questions.**

*Bruxelles Demain (BD) : En ce début de législature, comment jugez-vous le bilan du gouvernement bruxellois sortant sur le plan de la sécurité ?*

**Bob De Brabandere (BDB) :** Les responsables bruxellois ont élevé la politique de l'autruche au niveau d'un des beaux-arts. C'est la politique du «circulez, il n'y a rien à voir», mais en même temps les Bruxellois sont régulièrement confrontés à ces images révoltantes de violence gratuite dans la capitale. Il ne se passe pas une semaine sans qu'une fusillade n'ait eu lieu dans l'une ou l'autre commune et le déni de réalité par le monde politique prend des proportions ubuesques. On se souvient du mot légendaire prononcé par l'ancien bourgmestre de Bruxelles-ville Freddy Thielemans (PS). Après une fusillade à la Kalachnikov en plein jour, celui-ci avait déclaré: « Ce qui s'est passé est certainement grave, mais pris dans son ensemble ce n'est qu'un fait divers ». Il avait été soutenu par son camarade de parti Philippe Moureaux alors encore bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean. Le même Philippe Moureaux qui avait qualifié le concept de tolérance zéro de « slogan politique ». Malheureusement, ces déclarations auraient pu être prononcées par des politiciens de gauche à l'heure actuelle.

Ce ne sont donc pas seulement les images de la violence, mais surtout la réaction politique à celle-ci, ou surtout son absence, qui font à chaque fois des dégâts irréparables à la réputation de Bruxelles. Qui veut vivre dans une ville, ou même la visiter, où la violence est excusée ? Bruxelles

a une mauvaise réputation auprès de nombreux non bruxellois pour qui cette ville est, je cite: «un endroit à éviter car il est sale et dangereux». Le gouvernement bruxellois de gauche sortant a refusé de prendre ses responsabilités au sujet de la sécurité de nos concitoyens durant toute cette législature. Nous verrons si les prochains gouvernements, au fédéral et au régional, sauront changer de cap en appliquant en tout ou en partie les propositions du Vlaams Belang. Les paris sont ouverts...

*BD : Alors, que faire ?*

**BDB :** Le grand défi auquel le monde politique bruxellois doit s'atteler ces prochaines années est sans conteste de redonner une image positive à notre ville. Cela ne peut se faire qu'en nommant clairement les problèmes et en remplaçant les vieilles recettes boiteuses par d'autres politiques qui garantissent le succès. Pour cela, il ne faut pas hésiter à trouver l'inspiration à l'étranger.



Au début des années nonante du siècle passé, la criminalité avait pris des proportions jamais vues à New York. Big Apple subissait alors, comme Bruxelles

aujourd'hui, un déficit d'image considérable. La ville avait la réputation d'être sale et dangereuse au point d'être surnommée « la cité de la peur ». Mais le Maire Giuliani et le commissaire William Bratton ont résolument pris le taureau par les cornes. Leur philosophie était celle de la tolérance zéro et de la « réparation de la vitre brisée » (si un bris de vitre n'est pas vite réparé, le reste du bâtiment sera rapidement la proie du vandalisme).

**« Une intervention résolue et rapide contre les petites contraventions aux règles empêche la grande criminalité de se développer »**

Les promoteurs comme les adversaires de cette politique reconnaissent aujourd'hui qu'elle a littéralement renversé la vapeur à New York. Il est donc évident qu'une collaboration loyale entre le monde politique et la police porte ses fruits et c'est précisément ce dont Bruxelles a vraiment besoin. L'application du principe de la Tolérance Zéro est la première étape qui doit mener à l'assainissement. Sans sécurité, pas de liberté, pas d'essor économique, pas de vie sociale. Il faut agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

*BD : La gauche accuse systématiquement les services de police de tous les maux de la terre, que faut-il en penser ?*

**BDB :** Les responsables politiques de gauche doivent commencer par cesser d'essayer de « comprendre

les motivations profondes » des auteurs de troubles, des auteurs de violences extrêmes et des criminels en général. Qu'ils cessent de leur manifester la moindre sympathie. Cette criminalité rend la ville invivable et toute tolérance est perçue comme de la faiblesse et comme une invitation à poursuivre leur trajet criminel. Il faut mener la vie dure à ceux qui ont décidé de ne pas respecter nos lois.

Mais avant tout, nous devons enfin donner à nos policiers sur le terrain le soutien politique nécessaire. Les gens qui risquent leur vie chaque jour pour assurer notre sécurité méritent d'être respectés et encouragés par le monde politique. Aujourd'hui c'est l'inverse qui se passe. Ensuite, il est important que la justice suive. Rien n'est plus frustrant que de faire un travail qui ne livre aucun résultat concret. Souvent, les émeutiers et les criminels arrêtés sont rapidement remis en liberté. La boutade selon laquelle les crapules sont plus vite de retour dans leur quartier que la police est malheureusement le reflet de la réalité.

Bruxelles dispose d'un très grand potentiel, mais pour transformer ce potentiel en réalité, il faut abandonner les recettes désastreuses du passé. Après trente ans de stagnation, Bruxelles, sa police et sa population méritent un changement radical et salvateur. Ce sera le sens de notre travail au sein du Parlement bruxellois.



## PAS DE REPORT MAIS UNE SUPPRESSION DE LA LEZ À BRUXELLES

La mise en place de la zone de basses émissions (LEZ) à Bruxelles, instaurée en janvier 2018, suscite depuis quelques semaines de vives controverses et un débat intense. Si l'objectif initial était de réduire la pollution de l'air afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens, cette mesure s'est rapidement transformée en une « purge » contre les automobilistes bruxellois. Depuis le début, le Vlaams Belang a critiqué les conséquences d'une telle réglementation, conscient qu'une voiture est synonyme de liberté et ne peut être remplacée du jour au lendemain.

Depuis l'instauration de la LEZ en 2018 et du plan de circulation Good Move en 2021, de nombreux commerces ont signalé une baisse de leur chiffre d'affaires. Dans un contexte économique déjà fragile, exacerbé par les répercussions du COVID-19, de nombreux entrepreneurs estiment que cette politique constitue un coup dur pour leurs activités. Les petites et moyennes entreprises, qui peinent à se relever, se retrouvent souvent désavantagées face à des décisions politiques qui ne tiennent pas compte des réalités du terrain.

Les restrictions imposées par la LEZ posent également des problèmes d'équité sociale. Elles affectent principalement les ménages à faibles revenus, qui n'ont pas les moyens de se procurer un véhicule conforme aux nouvelles normes environnementales. Beaucoup sont contraints d'utiliser leur voiture pour des raisons pratiques, notamment professionnelles ou pour faire leurs courses. En interdisant l'accès aux véhicules plus anciens, souvent moins chers, le gouvernement bruxellois (de gauche) n'a fait qu'aggraver les inégalités sociales et pénaliser les plus démunis.

Depuis les élections du 9 juin 2024, plusieurs partis soulignent que la LEZ est une mesure trop radicale, imposée sans réelle concertation avec les citoyens et les acteurs économiques. Prise de conscience ou coup médiatique ? Il est fort probable qu'il s'agisse d'une simple récupération politique destinée à

redorer leur image auprès des Bruxellois qui ont subi cinq années de politiques écologistes et moralisatrices.

Paradoxalement, ce sont les mêmes partis qui réclament aujourd'hui la suspension de la prochaine phase de la LEZ, alors qu'ils ont soutenu cette mesure par le passé. En 2015, le MR avait déposé une proposition de résolution au Parlement bruxellois afin d'instaurer une réglementation environnementale visant à pénaliser les véhicules « polluants ». En 2018, c'est la majorité PS-DéFI-cdH (devenu depuis Les Engagés) qui a voté en faveur de la mise en place de la LEZ. À l'issue des élections de 2019, c'est encore le PS, accompagné d'Ecolo et de DéFI, qui a permis le durcissement des conditions d'accès à la Région en accordant à la ministre Groen, Elke Van den Brandt, carte blanche sur ce dossier.

**« Que ce soit le PS, le MR ou Les Engagés, tous se sont converti à l'écologie politique quand le sujet climatique rapportait des voix. Les Bruxellois n'avaient qu'à s'adapter »**

Depuis tout ce temps, le Vlaams Belang n'a jamais cessé de dénoncer l'absurdité de la zone de basses émissions telle qu'elle existe aujourd'hui. Nous avons déposé une résolution pour rendre accessible le parking de transit d'Herrmann-Debroux aux véhicules interdits par la LEZ. Nous avons posé de multiples questions parlementaires, proposant des solutions telles que : une marge de tolérance en cas d'entrée involontaire dans la LEZ, le report des phases suivantes durant la crise énergétique et économique, ou encore l'exonération des véhicules anciens de collection.

Nous n'avons jamais hésité à exprimer le fond de notre pensée et nous continuerons à le faire au Parlement bruxellois : **supprimons la LEZ au plus vite.**

# LA LEÇON DU MYTHE DE LA CAVERNE DE PLATON AU RÉGARD DE LA SUBMERSION MIGRATOIRE

Dans « La République », Platon développe l'une des allégories les plus célèbres et les plus profondes de la philosophie occidentale : le Mythe de la Caverne. Cette histoire évoque le concept de connaissance et de perception de la réalité, ce qui est d'une absolue modernité à notre époque ultra médiatisée où il est de plus en plus difficile de distinguer la réalité de la fiction.

Il s'agit d'une caverne sombre où un groupe d'individus est enchaîné depuis leur naissance. Ces prisonniers ne peuvent regarder que vers un mur devant eux. Derrière les prisonniers, il y a un feu, et entre le feu et les prisonniers, il y a un chemin surélevé. Le long de ce chemin, des gens passent en portant des objets et des figures de formes diverses qui projettent des ombres sur le mur que les prisonniers peuvent voir. Pour ces prisonniers, ces ombres sont la seule réalité qu'ils connaissent.

Les ombres dans la grotte symbolisent l'ignorance et la perception limitée de ceux qui n'ont pas atteint la vraie connaissance. Ils représentent une réalité déformée et superficielle, une métaphore de la façon dont les apparences et les perceptions peuvent tromper notre compréhension de la vraie nature des choses.

Le mythe prend une tournure significative lorsqu'un des prisonniers est libéré. Au début, ce prisonnier ressent une douleur aiguë et une confusion intense lorsqu'il est exposé à la lumière du feu et au soleil du monde extérieur. La lumière est aveuglante et le prisonnier peine à comprendre cette nouvelle réalité. Petit à petit, ses yeux s'habituent et il commence à voir le monde tel qu'il est : les couleurs, les formes, l'immensité du ciel et l'éclat du soleil.

Le prisonnier libéré se rend compte que les ombres dans la grotte ne sont pas la réalité, mais de simples illusions. Dans son désir de partager cette révélation, il retourne dans la grotte pour libérer

les autres. Cependant, à son retour, il rencontre une résistance et est incompris par ceux qui sont encore enchaînés. Pour eux, les ombres restent la seule réalité valable, et la proposition d'une réalité différente est inconcevable et menaçante.

Ce retour met en lumière la difficulté de transmettre et d'accepter la vérité dans un monde habitué aux illusions, reflet de la résistance humaine au changement et à l'acceptation de nouvelles vérités.

Personnellement j'y vois la métaphore de notre monde d'aujourd'hui. J'observe que beaucoup de nos concitoyens, à travers l'Europe entière restent réfractaires à la réalité, par exemple sur les dangers d'une immigration massive qui se transforme en Grand Remplacement. « Pour ces prisonniers, ces ombres sont la seule réalité qu'ils connaissent »... il s'agit de nos médias qui n'offre à voir que des ombres et les prisonniers sont ceux qui refusent encore de voir la lumière parce qu'ils sont « habitués aux illusions », la proposition d'une réalité différente leur apparaît également inconcevable et menaçante.

Le mythe de la caverne de Platon nous invite à remettre en question notre perception de la réalité et à rechercher la connaissance au-delà des apparences. Cela nous met au défi de briser nos propres chaînes et de sortir de nos grottes personnelles à la recherche d'une compréhension plus profonde et plus vraie du monde.

Il n'y aura de salut que dans la lucidité.



**Patrick Sessler**  
Ancien député bruxellois





# **NOUS**

## **SOMMES**

# **BRUXELLES**



**VLAAMS BELANG**